

Personnes, Santé et Nature:

Un programme de
transformation pour
Afrique subsaharienne



The
Food and Land Use
Coalition

Avant-propos



Agnes Kalibata

Présidente, Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

L'Afrique est en marche.

Je suis optimiste quant au développement de l'Afrique après deux décennies de croissance et d'amélioration de

l'économie et du niveau de vie. Cela est dû en partie à la croissance soutenue du secteur agricole, stimulée par des technologies novatrices comme les semences améliorées et la digitalisation.

Une transformation agricole soutenue en Afrique est au cœur de la croissance et de la stabilité persistantes de la région. En plus d'assurer la sécurité alimentaire pour tous, le secteur agricole est une source d'emploi pour la majorité des populations, à travers les nombreuses chaînes de valeur. C'est une source de matières premières pour de nombreuses industries et elle autonomise les plus démunis et marginalisés à travers ses multiples et diverses plateformes locales. Au fil des années, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a investi en vue d'équiper les agriculteurs pour leur donner les moyens d'accroître durablement leur production et d'accéder à des marchés en croissance rapide, en mettant l'accent sur l'augmentation des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire, tout en favorisant une croissance économique plus large.

L'amélioration de l'efficacité et de la sécurité dans l'ensemble des chaînes de valeur, y compris la planification intégrée des terres et des autres ressources, accroît la valeur des produits africains et crée des emplois pour les jeunes. Nous pouvons constater que notre travail et celui de nos partenaires, y compris FOLU, ont allégé les pressions sans cesse croissantes qui s'exercent sur les systèmes agricoles pour assurer une croissance rapide de la population.

En ce moment crucial où nous sommes aux prises avec les conséquences du réchauffement planétaire

et des urgences climatiques, **nous devons adopter une vision axée sur le climat en ce qui concerne cette transformation agricole.** Au moins, cela doit être fait pour renforcer la résilience des économies africaines, améliorer les niveaux de vie, créer des opportunités pour les agriculteurs et garantir les résultats nutritionnels de la région. La prospérité des écosystèmes peut contribuer à réduire les risques liés au climat, tels que les effets des inondations, de la sécheresse et de l'érosion des sols, qui sont appelés à augmenter'. Mettre un terme à la déforestation, promouvoir le reboisement et promouvoir les activités de régénération peuvent jouer un rôle crucial dans la régénération des terres, l'augmentation des rendements et l'amélioration des niveaux de vie. En outre, nous devrions adopter cette approche parce que c'est la bonne chose à faire, pour stimuler la résilience, certes, mais surtout pour accélérer le développement agricole durable en général.

Nous n'avons jamais été aussi bien dotés pour réaliser une telle transformation. La croissance et l'adoption sans précédent des technologies numériques, ainsi que la convergence des programmes de bien-être des populations et de la planète, aux niveaux mondial et local, offrent de nombreuses possibilités d'adopter des pratiques agricoles durables, d'accroître la transparence de la chaîne de valeur et de soutenir les efforts de régénération. Par exemple, AGRA, par l'intermédiaire de son réseau de partenaires, a encouragé une approche du secteur privé qui a vu la transformation des systèmes semenciers au niveau national. Cela rend les semences adaptées localement accessibles, renforce les économies rurales, renforce la sécurité alimentaire et accroît la résilience des communautés et des pays.

Au cours des dernières années, l'AGRA a aidé les gouvernements africains à mettre en œuvre leurs plans de développement agricole par des initiatives ciblées de renforcement des capacités.

Celles-ci ont ciblé des politiques et des stratégies qui, à leur tour, sont mises en œuvre pour stimuler les investissements dans le secteur.

Le travail de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres galvanise les partenaires et les intervenants afin qu'ils convergent autour de cet important programme d'alimentation et d'utilisation des terres dans le but de contribuer à un système alimentaire durable partout dans le monde. **Le présent document arrive donc à un moment opportun. Il donne un aperçu critique d'un cadre pour une transformation intégrée et inclusive et décrit ce qui est nécessaire pour que l'ambition devienne réalité.** En mettant en œuvre les recommandations présentées dans le document, les décideurs, les chefs d'entreprise, les agriculteurs, les investisseurs et les groupes de la société civile peuvent élargir l'espace d'action, maximiser les investissements et atteindre l'échelle nécessaire pour obtenir un impact significatif.

Le moment est venu de le faire - nous avons le savoir-faire, les gens et l'ambition de travailler ensemble pour construire un avenir durable pour tous. La résilience des petites exploitations agricoles africaines est essentielle pour accélérer notre progression vers la prospérité. Avec des politiques, des programmes, des instruments financiers, des investissements et des compétences appropriés, les petites exploitations agricoles augmenteront leurs rendements, régénéreront le capital naturel et prospéreront. Nos systèmes alimentaires deviendront plus durables et plus nutritifs et nous pouvons réaliser notre grande ambition d'une Afrique prospère capable de se nourrir et de nourrir le monde.



Agnes Kalibata

Présidente, Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

Auteurs

Les Personnes, la Santé et la Nature : Un rapport sur le programme de transformation de l'Afrique subsaharienne a été élaboré par SYSTEMIQ et AGRA dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres (Food and Land Use Coalition, FOLU). Les auteurs sont Assan Ng'ombe (AGRA) et Julia Turner (SYSTEMIQ). Il s'appuie sur la modélisation détaillée et les estimations réalisées pour FOLU dans le cadre du rapport mondial, à l'aide de la modélisation effectuée par l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA), et des estimations calculées par le Blended Finance Taskforce. Leur travail a été complété par le laboratoire de recherche The Global Burden of Disease de l'Université de Washington et par un analyste indépendant utilisant le modèle des ondes de choc de la Banque mondiale.

Remerciements

L'équipe du rapport global de FOLU pour l'Afrique subsaharienne est profondément reconnaissante des idées et des études de cas partagées par les membres des partenaires principaux de FOLU : AGRA, la Fondation EAT, l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (GAIN), l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA), The Sustainable Development Solutions Network (SDSN), SYSTEMIQ, World Business Council for Sustainable Development et The World Resources Institute (WRI). De même aux partisans de FOLU : le Département britannique du Développement international, la Fondation Gordon et Betty Moore, la Fondation MAVA et l'Initiative internationale sur le climat et les forêts de Norvège (ICNIF).

Au-delà de la communauté FOLU, un grand nombre de personnes et d'institutions ont généreusement donné de leur temps et de leur énergie pour commenter diverses ébauches du présent rapport. Nous tenons à remercier les personnes suivantes : Assefa Admassie, Directrice, Ethiopian Policy Studies Institute et Professeur en économie, Addis Ababa University; Sofia Ahmed, Directeur national, FOLU Éthiopie; Margarita Astralaga, Directeur de l'environnement, du climat, de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale, Fonds international pour le développement agricole ; Belay Begashaw, Directeur général, SDG Center for Africa ; Sebsebe Demissew, Directeur exécutif, Gullele Botanic Garden et Professeur de Plant Systematics and Biodiversity, Addis-Abeba University; Ntiokam Divine, Fondateur et Directeur général, Climate Smart Agriculture Youth Network ; Annabel Farr, ancien Associée et Conseillère, SYSTEMIQ ; Agnes Kalibata, Présidente, AGRA; Maria Marealle, Principale Responsable foncier, Groupe Banque africaine de développement ; Ndidi Nwuneli, cofondateur, Sahel Consulting, Co-fondateur, AACE Food Processing & Distribution, Fondateur, Leadership, Effectiveness, Accountability and Professionalism (LEAP) Africa ; Jeremy Oppenheim, Co-président, Coalition de l'alimentation et des terres ; Per Pharo, Auteur principal du FOLU Global Report ; Camilla Toulmin, Directeur international, Institut international pour l'environnement et le développement ; Sudhir Shetty, ancien Économiste en chef, Asie de l'Est et Pacifique, et ancien Directeur, Lutte contre la pauvreté et gestion économique, Afrique, pour la Banque mondiale ; Ishmael Sunga, PDG, Southern Agricultural Federation of Agricultural Unions

Le présent rapport constitue une vision collective de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Les partenaires principaux de FOLU et ceux qui ont examiné le document approuvent l'orientation générale des arguments présentés dans ce rapport, mais ne doivent pas être considérés comme étant d'accord avec chaque conclusion ou recommandation. Les institutions auxquelles la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres est affiliée n'ont pas été invitées à approuver officiellement le rapport.

Contact

Bureau de gestion de projet de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres
c/o SYSTEMIQ
69 Carter Lane
London EC4V 5EQ
www.foodandlandusecoalition.org

Droits d'auteur : Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres (septembre 2019)



Résumé exécutif

Partout dans le monde, les grandes économies ont démontré les avantages qui sont dégagés lorsque les systèmes d'utilisation des terres et des aliments prospèrent. Le secteur agricole brésilien a été le moteur d'une forte croissance économique et a transformé le pays en un exportateur net et un acteur mondial de l'agro-industrie. La « Révolution verte » en Inde a vu les rendements céréaliers plus que doubler et la pauvreté rurale diminuer de plus de 25 pour cent en trente ans. Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne a une occasion unique de reproduire cette croissance, tout en évitant les écueils tels que la dégradation massive de l'environnement et les inégalités croissantes qui ont toujours accompagné ces transitions.

Les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres font partie intégrante de l'économie de l'Afrique subsaharienne. Ils représentent 70 pour cent des moyens de subsistance et près d'un quart du PIB des pays de la région (jusqu'à 60 pour cent dans certains pays). Pourtant, les rendements des cultures en Afrique ne représentent que 25% de leur potentiel, ce qui indique que des gains massifs à l'échelle de la société pourraient être obtenus si l'on parvenait à les augmenter durablement. Une grande partie de la valeur créée par le secteur ne reste pas dans la région et les producteurs primaires ne reçoivent pas non plus leur juste part : les producteurs de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana gagnent environ 0,75 USD par jour⁵ malgré une production cumulative de 60 pour cent du cacao, soit 50 milliards USD / an pour le secteur du chocolat.⁶

Il existe d'énormes opportunités économiques dans le cadre d'une économie alimentaire et d'utilisation des terres durable et équitable. Une composante essentielle est la réduction des « coûts cachés » pour l'économie de l'Afrique subsaharienne, estimés à 680 milliards USD (1,9 milliards USD en se servant des chiffres du PIB mondiales) par an.⁷ (Voir Annexe RE-1.) En outre, ils entravent les efforts visant à atteindre les Objectifs de

Développement Durable et l'Accord de Paris sur le climat. Ces coûts cachés comprennent les dommages environnementaux, le coût d'une mauvaise santé de la population liée à l'alimentation et les répercussions de l'enracinement et de l'aggravation des inégalités et de la pauvreté rurale.

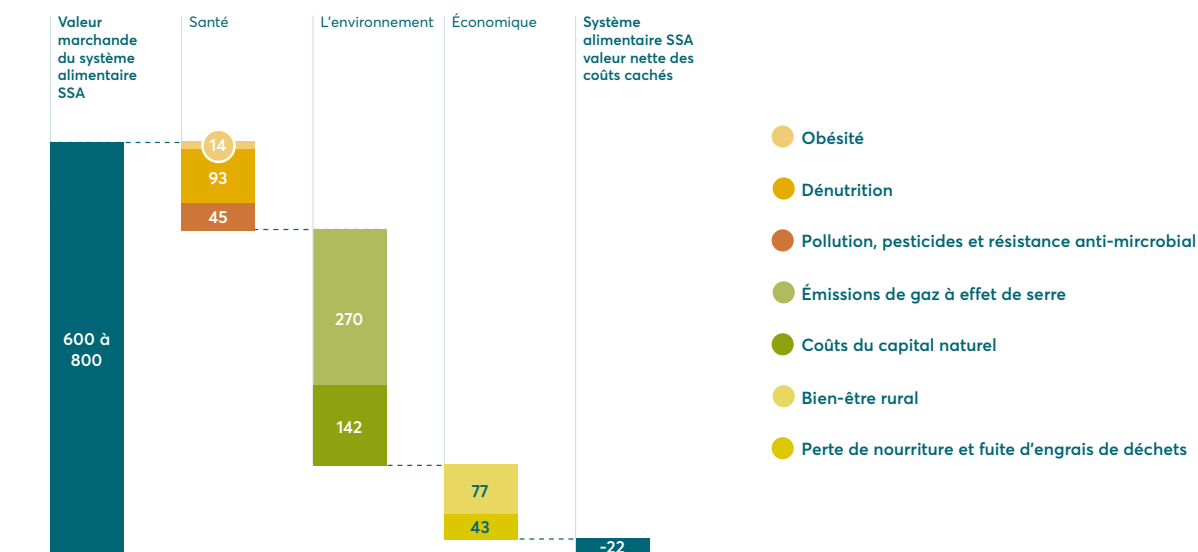
L'analyse de ce rapport estime que les coûts les plus élevés sont aujourd'hui:

- **270 milliards USD** au titre du coût des gaz à effet de serre (GES) émis par les secteurs de l'alimentation et de l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne.⁸ Le principal moteur de ce phénomène est la déforestation : aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne perd 2,7 millions d'hectares de forêt chaque année, contribuant 1600 millions de tonnes (Mt) CO₂e aux émissions mondiales de GES.^{9*}
- **140 milliards USD** suite à une dégradation irréversible de l'environnement. La dégradation des terres cause des dommages aux sols et à l'eau, compromettant les rendements agricoles et érodant la capacité de l'Afrique subsaharienne à bénéficier de services écosystémiques vitaux. Les coûts associés à la rareté de l'eau sont également importants.
- **90 milliards USD** de coûts liés à la sous-nutrition. La sous-nutrition infantile contribue à la mort de presque 700,000 personnes chaque année et entraîne une baisse de la productivité en raison de maladies et de problèmes de développement.
- **80 milliards USD** dans le coût des moyens d'existence inadéquats en milieu rural. En n'assurant pas un niveau de vie décent à 350 millions de personnes travaillant dans les zones rurales, les systèmes non durables d'alimentation et d'utilisation des terres les enferment dans la pauvreté.

* Les Coûts Cachés FOLU sont modélisés à l'aide des données de la FAO sur le couvert forestier qui ont été calibrées avec l'ensemble de données de Hansen Forest Cover (Hansen et al., Science 2013). Il en résulte des prévisions d'émissions totales de l'AFOLU qui sont plus élevées que d'autres estimations couramment citées (IIASA, IPCC), en raison de la méthode de l'ensemble des données de Hansen pour estimer la perte du couvert forestier. De plus amples informations sont disponibles dans l'annexe technique FOLU, publiée en septembre 2019.

Les coûts cachés des systèmes d'utilisation des aliments et des terres de l'SSA en 2018

Milliards USD, prix 2018



Il s'agit d'une estimation prudente, qui représente le coût caché pour l'économie de l'Afrique subsaharienne en se servant des chiffres du PIB par habitant en Afrique subsaharienne. Si l'on utilise plutôt un chiffre du PIB mondial, cela signifie que les coûts cachés augmentent jusqu'à 1,9 trillion USD. Dans ce scénario, les coûts de la dénutrition sont ~10 fois plus élevés, ce qui témoigne de l'énorme opportunité économique que la réduction de la malnutrition dans la région aura pour l'Afrique subsaharienne et le monde.

Sans intervention, ces coûts cachés monteront en flèche au cours des prochaines décennies. La population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler pour atteindre plus de deux milliards d'habitants d'ici 2050.¹⁰ Bien qu'il s'agisse d'une opportunité de croissance massive, elle se traduira par une demande croissante de nourriture, de combustible (souvent du bois), de terres et d'emplois, ce qui accroîtra la pression sur des ressources naturelles déjà vulnérables. La modélisation pour ce rapport suggère que l'Afrique subsaharienne pourrait perdre plus de 70 millions d'hectares de forêts d'ici 2050, soit un tiers de la superficie de la RDC.¹¹ Le coût de cette perte de capital naturel pourrait atteindre jusqu'à 170 milliards USD.¹²

Les impacts du changement climatique pèseront plus lourdement sur les pays de la région que sur presque n'importe où ailleurs dans le monde : des pertes de récoltes allant jusqu'à 30 pour cent sont possibles avec un réchauffement de 2°C d'ici 2050, une insécurité alimentaire croissante et le risque de conflits et de migrations.¹³ L'expansion de la classe moyenne et l'urbanisation entraînent des changements dans l'alimentation et le mode de vie, ajoutant les coûts de santé de l'obésité au fardeau de la malnutrition dans de nombreux pays. L'augmentation de la population entraînera une augmentation considérable des coûts de la pauvreté rurale : d'ici à 2030, l'Afrique subsaharienne pourrait abriter 90 pour cent des personnes extrêmement pauvres du monde, du fait à la fois de sa lente réduction de la pauvreté et de son rapide accroissement démographique par rapport au reste du monde.¹⁴

De toute évidence, il est urgent de s'attaquer à ces coûts cachés croissants. Pourtant, ce n'est qu'une partie de l'histoire. Le passage à des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres plus durables en Afrique subsaharienne représente également une opportunité économique importante avec le potentiel de nouveaux marchés énormes dans la région.

Les nouvelles opportunités d'affaires dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres durables ont été estimées à 320 milliards USD par an d'ici 2030 en Afrique subsaharienne.¹⁵ Ces possibilités offrent de multiples avantages connexes, allant de la réduction de la pauvreté rurale à la protection et à la régénération du capital naturel, en passant par l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la santé de la population et la protection et la régénération du capital naturel.

Ces opportunités sont les suivantes:

- **120 milliards USD**¹⁶ en services écosystémiques forestiers (approches de gestion durable des forêts et mécanismes de paiement pour les services écosystémiques) et restauration des terres dégradées (pratiques agricoles régénératives et interventions paysagères telles que le terrassement et le remplacement des sols arables).
- **100 milliards USD**¹⁷ au titre de l'augmentation des rendements agricoles : des intrants de haute qualité, de l'innovation, de la technologie et des améliorations infrastructurelles pour les petites comme les grandes exploitations agricoles de la région.
- **100 milliards USD**¹⁸ au titre de l'amélioration de l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement (amélioration du transport, du stockage et de la réfrigération des aliments pour réduire les pertes et déchets alimentaires) et renforcement des capacités à valeur ajoutée (augmentation des capacités de traitement, de conditionnement et de vente au détail).

Le potentiel de création d'emplois de meilleure qualité sur ces nouveaux marchés est considérable. La modélisation réalisée pour ce rapport démontre que les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres durables en Afrique subsaharienne pourraient créer 40 millions d'emplois décents supplémentaires dans la région et entraîner une hausse des revenus ruraux supplémentaire de 3 pour cent d'ici 2030. Cela contribuerait dans une certaine mesure à répondre à la demande d'emploi de 375 millions d'Africains qui devraient atteindre l'âge de travailler entre 2015 et 2030 - moins d'un quart d'entre eux devraient trouver un emploi salarié formel.¹⁹

L'expansion du commerce intrarégional permettra d'accélérer ces débouchés dans toute l'Afrique subsaharienne, tout en réduisant le déficit commercial agricole net de la région. Aujourd'hui, le commerce intrarégional en Afrique subsaharienne (par exemple, entre la Tanzanie et l'Ouganda) ne représente que 23 pour cent des importations alimentaires et 26 pour cent des exportations alimentaires, contre 35 pour cent et 57 pour cent dans les économies asiatiques en développement.²⁰

Les innovations technologiques sont au cœur de tous les nouveaux marchés. Il y aura près de 700 millions de propriétaires de smartphones dans la région d'ici 2025, soit 400 millions de plus qu'à la fin 2017.²¹ Les entrepreneurs trouvent de nouveaux modèles d'affaires et de nouvelles façons de partager les connaissances qui répondent aux besoins d'une population de plus en plus connectée et résolvent certains des plus grands défis de la région : augmenter les rendements agricoles, relier les acteurs de la chaîne de valeur aux marchés et améliorer la capacité de suivi. (Voir Annexe RE-2.)

Progrès technologiques dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres

Accès aux informations	Services d'extension	Accès aux machines	Améliorer les pratiques à la ferme	Accès aux marchés et à la finance	Suivi des chaînes de valeur
<p>Esoko envoie des SMS avec les prix du marché aux producteurs de cacao en Afrique de l'Ouest</p> <p>En Éthiopie, CommonSense offre aux agriculteurs des prévisions météorologiques via SMS</p>	<p>Farmerline exploite la technologie numérique pour augmenter la portée des services d'extension</p> <p>AgTube est une plateforme en ligne pour les chercheurs et les organisations agricoles</p>	<p>Hello Tractor l'« Uber de l'agriculture en Afrique »</p> <p>iProcure relie les fermiers aux fabricants pour acheter des intrants agricoles avec des coupons mobiles</p>	<p>SunCulture fournit un système d'irrigation goutte à goutte alimenté à l'énergie solaire</p> <p>Fresh Direct utilise la culture hydroponique et une agriculture verticale pour développer les cultures dans les zones urbaines</p>	<p>mPesa élargit l'inclusion financière au Kenya</p> <p>La startup nigériane FarmCrowdy connecte les agriculteurs aux investisseurs potentiels</p>	<p>Global Forest Watch Pro fait le lien entre des milliers de points de données représentant les investissements des utilisateurs dans la chaîne d'approvisionnement et des données sur la déforestation récente et historique pour réduire les risques</p>

Toutefois, la mise en œuvre de la réforme et de l'innovation nécessaires pour réduire les coûts cachés et saisir de nouvelles opportunités commerciales dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres ne va pas être facile.

Les accords et règlements commerciaux doivent être intégrés dans les plans d'utilisation des terres afin d'équilibrer les demandes sur le capital naturel de la région et de prendre en compte les impacts de la politique commerciale sur la nutrition, tout en garantissant que les pays d'Afrique subsaharienne obtiennent un accord équitable dans les négociations commerciales.²² Au cours des deux dernières décennies, les échanges commerciaux de l'Afrique avec la Chine, l'Inde et d'autres partenaires émergents ont triplé (passant d'environ 250 milliards USD à environ 800 milliards USD par an entre 2000 et 2016).²³ Malgré les opportunités énormes qui se sont ouvertes, la pression sur les ressources naturelles de la région s'est accrue à mesure que la demande de produits et de terres a augmenté.

Les subventions agricoles non durables doivent être réorientées. Par exemple, le Malawi consacre 70 pour cent de son budget agricole à des subventions qui n'atteignent pas les agriculteurs les plus pauvres, décourage l'utilisation de matières organiques,²⁴ évince le marché privé des engrais et détourne les dépenses d'autres programmes clés, notamment les routes et les services de vulgarisation.²⁵

L'amélioration de l'infrastructure qui soutient les activités d'utilisation durable des terres et des aliments est une autre mesure essentielle. Il s'agit notamment de réduire les pertes après récolte, d'améliorer la productivité à grande échelle et de développer les marchés alimentaires intérieurs (qui nécessitent de meilleures routes, des infrastructures d'électrification et de stockage, ainsi que des services de communication et de santé). L'accès limité à l'électricité renforce la dépendance à l'égard du bois de chauffage, l'un des principaux moteurs de la déforestation dans de nombreux pays de la région. Atteindre la qualité et la quantité des infrastructures du reste du monde en voie de développement pourrait augmenter la croissance du PIB par habitant de 1,7 à 2,6 pour cent par an.²⁶

L'amélioration de la capacité institutionnelle est essentielle pour mettre en œuvre les réformes et attirer les investissements dans la région et en provenance de celle-ci. Historiquement, la faible capacité institutionnelle - en particulier au niveau local - a découragé les investisseurs, affaibli l'environnement favorable aux entreprises et a entravé l'application cohérente des lois et des politiques. Il faut également s'attaquer aux inégalités profondément enracinées. L'insécurité foncière - en particulier pour les femmes - limite l'accès des agriculteurs et des communautés rurales au financement et augmente les risques d'investir dans la terre ou d'adopter des pratiques de gestion durable.

L'analyse de ce rapport montre que l'investissement supplémentaire requis pour les réformes clés à l'horizon 2030 est modeste par rapport aux avantages escomptés : environ 85-100 milliards USD par an.* La majeure partie de cette somme sera consacrée aux infrastructures rurales, qui permettront aux agriculteurs d'améliorer leurs rendements et de reconstituer leur capital naturel (y compris les forêts et autres écosystèmes, y compris les savanes et les zones humides). Bien qu'un investissement supplémentaire de 85-100 milliards USD soit modeste par rapport à la taille de l'économie mondiale, il équivaut à 5 pour cent du PIB²⁷ de l'Afrique subsaharienne et représente un peu moins du triple le montant des investissements étrangers directs annuels dans la région, dans tous les secteurs, qui ont atteint en moyenne 36 milliards USD durant la dernière décennie.²⁸

Étant l'une des régions du monde les moins investies, l'augmentation des investissements en provenance de l'Afrique subsaharienne et d'ailleurs n'est pas sans difficultés. Les capitaux concessionnels devront être utilisés de manière plus catalytique pour atténuer les risques de crédit et les risques politiques et technologiques afin d'inciter rapidement l'investissement privé à investir dans des actifs alimentaires et fonciers prioritaires et durables dans la région. La capitalisation des intermédiaires tels que les institutions de microfinance et les autres acteurs de la chaîne de valeur sera également essentielle pour soutenir les petits exploitants difficiles à atteindre. L'agrégation de projets à petite échelle dans de plus grands véhicules de financement mixte avec une plus grande liquidité, une protection possible contre les risques de baisse et une assistance technique peut aider à attirer les capitaux ordinaires des grands investisseurs. Enfin, il sera essentiel d'accroître le financement en monnaie locale et de mobiliser des ressources sur les marchés de capitaux nationaux, car ils amélioreront leur compréhension des risques dans ce secteur.

Comment les pays d'Afrique subsaharienne peuvent-ils relever ces défis pour saisir l'opportunité d'un avenir durable en matière d'alimentation et d'utilisation des terres? Notre travail a identifié quatre transitions critiques dans les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres qui ont le potentiel d'avoir un impact démesuré en Afrique subsaharienne et dans le monde. La section 2 du présent rapport traite de la façon de rapidement conduire ces transitions à grande échelle.

Les transitions sont les suivantes:

1

Donner aux agriculteurs les moyens d'accroître durablement les rendements agricoles nutritifs.

Fournir aux agriculteurs l'accès à des intrants de haute qualité, une formation et des capitaux abordables pour investir dans leurs terres pourrait contribuer à accroître considérablement les rendements agricoles, à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des aliments et à augmenter les revenus et les moyens de subsistance des agriculteurs. Des pratiques agricoles durables et une agriculture basée sur la technologie peuvent réduire les émissions agricoles et stimuler la biodiversité dans les exploitations agricoles tout en augmentant les rendements nutritifs. Par exemple, Technoserve, une organisation à but non lucratif, s'est associée à Equator Seeds pour utiliser des drones en Ouganda afin de surveiller et d'optimiser les pratiques agricoles dans 270 exploitations agricoles pour obtenir des augmentations de rendement de 100 pour cent, une diminution de 60 pour cent des pesticides utilisés et un profit accru tant pour les producteurs que pour le fournisseur des semences.

2

Renforcer les marchés locaux pour des aliments nutritifs et produits de façon durable pour les consommateurs nationaux et internationaux.

Les marchés africains de l'alimentation et des boissons pourraient valoir 1 billion USD d'ici 2030.²⁹ En investissant dans l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et en débloquent la technologie afin d'accroître l'efficacité et de stimuler les débouchés commerciaux à valeur ajoutée et intrarégionaux, les pays peuvent répondre à la demande alimentaire croissante, améliorer les revenus des agriculteurs, créer de nouveaux emplois, remplacer les importations alimentaires et soutenir la santé de la population. Investir dans le capital humain aidera à préparer une nouvelle génération d'entrepreneurs à entrer dans l'agriculture. Des progrès ont déjà été réalisés. Par exemple, le Rwanda s'est hissé au 29e rang sur 190 pays dans l'indice « Doing Business » - et les investissements ont augmenté en conséquence.³⁰



* Ce chiffre est basé sur la modélisation et les estimations réalisées pour le rapport mondial de la Coalition pour l'alimentation et l'utilisation des terres. Il s'agit d'une estimation prudente parce qu'elle est fondée sur des catégories de coûts qui sont prioritaires pour la transformation mondiale. La nécessité d'accorder une attention disproportionnée à l'Afrique subsaharienne a été reconnue dans certaines régions – par exemple, l'investissement dans l'infrastructure rurale – mais des investissements supplémentaires devront être réalisés dans la région qui ne sont pas inclus dans ces estimations, comme les activités locales de transformation. En outre, les coûts sont basés sur des hypothèses concernant l'ampleur de la transformation qui peut être réalisée d'ici 2030: des investissements supplémentaires seront nécessaires pour réaliser la transformation d'ici 2050.

3

Travailler à l'échelle du paysage pour préserver et faire croître le capital naturel. Mettre un terme à la déforestation et inverser la tendance actuelle à la perte de capital naturel pourrait accroître la résilience au changement climatique, réduire les émissions annuelles de GES de ces sources de 2 000 MTCO₂e d'ici 2050 et aider des millions de personnes à améliorer leurs moyens de subsistance.³¹ Les interventions au niveau du paysage peuvent avoir de multiples bénéfices connexes, comme l'Initiative de la Grande Muraille Verte, une initiative africaine visant à restaurer 100 millions d'hectares de terres actuellement dégradées dans le Sahel. Elle vise à créer 10 millions d'emplois, à renforcer la sécurité alimentaire et à capter 250 millions de tonnes de carbone d'ici 2030.

4

Tirer profit de l'égalité des droits. Une transition vers des systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres égaux et inclusifs exigera des efforts sur de multiples fronts pour faire face aux inégalités actuelles. Une telle transition éliminerait les obstacles qui empêchent les jeunes d'entrer dans l'industrie agricole et permettrait aux agriculteurs de capter une part accrue de la valeur générée par leurs produits, récoltant ainsi les bénéfices d'une production agricole plus élevée et de marchés plus forts émergeant dans des pays comme le Ghana. Elle garantirait aux femmes un accès égal aux ressources, y compris la propriété, le financement et l'éducation, afin qu'elles puissent réaliser leur plein potentiel productif et soutenir les résultats nutritionnels et sanitaires. Cette transition s'attaque également aux inégalités entre les acteurs de l'alimentation et de l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne et leurs partenaires à l'étranger, ce qui accroît les avantages de la participation aux marchés internationaux.



Un ensemble d'actions spécifiques aidera à faire progresser ces quatre transitions individuelles vers des systèmes alimentaires et d'utilisation des terres durables. Toutefois, certains changements ont une portée beaucoup plus large, avec la possibilité de réaliser des gains dans les quatre transitions. La section 3 du présent rapport traite de ces changements plus larges, notamment : l'accélération de la transition démographique vers des taux de fécondité stables ; la reconnaissance et la promotion des droits et responsabilités des agriculteurs et des communautés sur les terres ; l'amélioration des infrastructures, en particulier dans les zones rurales; et la suppression des obstacles aux investissements dans les systèmes alimentaires et fonciers.

Des progrès ont déjà été réalisés dans chaque transition critique. Les acteurs du gouvernement, du monde des affaires, du développement et des finances privées, de la société civile et des agriculteurs eux-mêmes montrent déjà au monde à quoi ressemble le succès. Par exemple, dans le cadre de son Initiative pour une économie verte et résiliente au climat, le gouvernement éthiopien vise à stimuler la croissance économique pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire en 2025 et à limiter ses émissions de GES à environ 150 MtCO₂e en 2030 - moins de la moitié des émissions prévues dans une trajectoire de développement conventionnelle. (Voir 1 dans le Catalogue d'études de cas.) Le Catalogue d'études de cas présente une myriade d'autres exemples de ces progrès.

Aujourd'hui, des changements fondamentaux dans les politiques, les niveaux d'investissement et la capacité de mise en œuvre doivent élargir l'espace pour que davantage de personnes et de projets puissent prospérer. Les gouvernements doivent créer un environnement favorable, mais le secteur privé, la communauté financière et la société civile ont tous un rôle à jouer. Il est essentiel que ce travail soit conduit par les Africains eux-mêmes et s'appuie sur leur expertise et leur expérience. Les entrepreneurs, les agriculteurs et les communautés de l'Afrique subsaharienne peuvent travailler avec des partenaires dans leur pays et à l'étranger pour développer des solutions, renforcer les capacités, mettre en œuvre des actions et mettre la région sur la voie d'un développement économique fort et durable.

La prochaine décennie est essentielle. Les tendances mondiales et régionales exercent de nouvelles pressions sur les systèmes d'utilisation des terres et des aliments. Mais le potentiel de transformation n'a jamais été aussi grand. L'innovation technologique est en plein essor, en particulier compte tenu de la connectivité croissante de la région. De nouveaux partenariats prometteurs se forgent entre les pays d'Afrique subsaharienne et le reste du monde. Ce rapport prouve que, pour tous les acteurs, les possibilités offertes par les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres représentent certains des meilleurs investissements à travers la région pour assurer une croissance durable et équitable. Ils sont également essentiels à la réalisation des Objectifs de Développement Durable et de l'Accord de Paris sur le climat. Il est temps d'agir maintenant.

References

1. Ribeiro, J. E. (2017) 'Brazilian agriculture: Innovation and production distribution', *Revista de Política Agrícola*, Vol. 27, no. 2. Brasília: DF, pp.18-30. Available online at: <https://ainfo.cnptia.embrapa.br/digital/bitstream/item/189679/1/Brazilian-agriculture-innovation.pdf>
2. IFPRI (2002) 'Green Revolution: Curse or Blessing?', *Policy Brief*. Washington DC: IFPRI. Available online at: <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/64639/filename/64640.pdf>
3. World Bank Data. See: <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=ZG>
4. Mutegi, J. & Zingapore, S. (2012) *Closing Crop Yield Gaps in sub-Saharan Africa through Integrated Soil Fertility Management*. International Plant Nutrition Institute. Available online at: [http://ssa.ipni.net/ipniweb/region/africa.nsf/0/2DAD41A3899089EB85257B58004B5F93/\\$FILE/Closing%20Crop%20Yield%20Gap%20in%20Africa%20with%20ISFM.pdf](http://ssa.ipni.net/ipniweb/region/africa.nsf/0/2DAD41A3899089EB85257B58004B5F93/$FILE/Closing%20Crop%20Yield%20Gap%20in%20Africa%20with%20ISFM.pdf)
5. Higonnet, E., Bellantonio, M. & Hurowitz, G. (2017) *Chocolate's Dark Secret: How the Cocoa Industry Destroys National Parks*. Washington DC: Mighty Earth. Available online at: https://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/2017/09/chocolates_dark_secret_english_web.pdf
6. See: <https://www.marketwatch.com/press-release/cocoa-chocolate-market-2019-global-analysis-opportunities-and-forecast-to-2024-2019-02-25>
7. Modelling and estimates conducted for the Food and Land Use Coalition. See Technical Annex for more detail.
8. Modelling and estimates conducted for the Food and Land Use Coalition. See Technical Annex for more detail.
9. Modelling and estimates conducted for the Food and Land Use Coalition. See Technical Annex for more detail.
10. See: https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf
11. Modelling and estimates conducted for the Food and Land Use Coalition. See Technical Annex for more detail.
12. Modelling and estimates conducted for the Food and Land Use Coalition. See Technical Annex for more detail.
13. See: https://climateanalytics.org/media/ssa_final_published.pdf
14. World Bank Group (2018) *Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle*. Washington DC: World Bank. Available online at: <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
15. Business and Sustainable Development Commission (2016) *Valuing the SDG Prize in Food and Agriculture: Unlocking Business Opportunities to Accelerate Sustainable and Inclusive Growth*. London: Business and Sustainable Development Commission Available online at: <http://s3.amazonaws.com/aws-bdsc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
16. Business and Sustainable Development Commission (2016) *Valuing the SDG Prize in Food and Agriculture: Unlocking Business Opportunities to Accelerate Sustainable and Inclusive Growth*. London: Business and Sustainable Development Commission Available online at: <http://s3.amazonaws.com/aws-bdsc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
17. Business and Sustainable Development Commission (2016) *Valuing the SDG Prize in Food and Agriculture: Unlocking Business Opportunities to Accelerate Sustainable and Inclusive Growth*. London: Business and Sustainable Development Commission Available online at: <http://s3.amazonaws.com/aws-bdsc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
18. Business and Sustainable Development Commission (2016) *Valuing the SDG Prize in Food and Agriculture: Unlocking Business Opportunities to Accelerate Sustainable and Inclusive Growth*. London: Business and Sustainable Development Commission Available online at: <http://s3.amazonaws.com/aws-bdsc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>
19. Losch, B. (2016) *Structural transformation to boost youth labour demand in sub-Saharan Africa: The role of agriculture, rural areas and territorial development, Working Paper*. Switzerland: International Labour Organisation. Available online at: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_533993.pdf
20. 2017 figures. <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx>
21. GSMA (2018) *The Mobile Economy: Sub-Saharan Africa 2018*. London. Available online at: <https://www.gsma.com/r/mobileeconomy/sub-saharan-africa/>
22. See: <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/9789264302501-en.pdf?expires=1548093431&id=id&accname=guest&checksum=35F99004B5A14B19802EEBE7B3FBC3F2>
23. World Trade Organisation (2018) *World Trade Statistical Review*. Geneva: World Trade Organisation. Available online at: https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/wts2018_e/wts2018_e.pdf; Ghandi, D. (2018) 'Figure of the week: Africa's new trading partners', *Brookings Institute*, 7th March. Available online at: <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2018/03/07/figure-of-the-week-africas-new-trading-partners/>; Nowak, W. (2016) 'China-Africa and India-Africa trade in the years 2000-2014', *Procedia Economics and Finance*, Vol. 39. Banbury: Elsevier, pp. 140-146. Available online at: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2212567116302611>
24. Komarek, A. M. (2017) 'Agricultural household effects of fertilizer price changes for smallholder farmers in central Malawi', *Agricultural Systems*, Vol. 154. Oxford: Elsevier, pp. 168-178. Available online at: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308521X16304942>
25. Kaiyatsa, S. (2018) 'What does Malawi's Fertiliser Programme do to Private Sector Fertiliser Sales? A Quasi-Experimental Field Study', *Journal of Agricultural Economics*, Vol. 70, Issue 2. Banbury: Agricultural Economics Society, pp. 332-352. Available online at: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1477-9552.12286>
26. World Bank Group (2017) *Africa's Pulse: An analysis of issues shaping Africa's economic future*. Washington DC: World Bank Group. Available online at: <http://documents.worldbank.org/curated/en/348741492463112162/pdf/114375-REVISED-4-18-PMWB-AfricasPulse-Sping2017-vol15-ENGLISH-FINAL-web.pdf>
27. See: <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=ZG>
28. UNCTAD Stat. See: <https://unctadstat.unctad.org/EN/Index.html> (Accessed at: 15th July 2019)
29. World Bank Group (2013) 'Africa's Food Markets Could Create One Trillion Dollar Opportunity by 2030', 4 March 2013. Available online at: <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/03/04/africas-food-markets-could-create-one-trillion-dollar-opportunity-2030>
30. World Bank Group (2019) *Doing Business 2019: Training for Reform*. Washington DC: World Bank Group. Available online at: http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Annual-Reports/English/DB2019-report_web-version.pdf
31. Modelling and estimates conducted for the Food and Land Use Coalition. See Technical Annex for more detail.

Personnes, Santé et Nature:

Un programme de
transformation pour
Afrique subsaharienne

